Près de 20 morts après l'attentat de samedi au Burundi

PANA, 25/08/2008Bujumbura, Burundi - Un nouveau bilan de l'attentat Ã la grenade perpÃ©trÃ© samedi soir contre des centaines d'invitÃ©s Ã une cÃ©rÃ©monie de mariage, dans le centre du Burundi, a fait Ã©tat, lundi Ã la mi-journÃ©e, d'une vingtaine de personnes dÃ©jÃ dÃ©cÃ©dÃ©es.L'attaque avait fait sur le coup 11 morts et 68 blessÃ©s graves parmi lesquels on continue d'enregistrer des dÃ©cÃ¨s, a indiquÃ© une source hospitaliÃ¨re Ã Gitega, une ville du centre du Burundi.
Le ministre burundais de la SÃ©curitÃ© publique, le gÃ©nÃ©ral Alain Guillaume Bunyoni, a condamnÃ© avec Ã©nergie l'attaque lundi et fait savoir qu'un prÃ©sumÃ© auteur du forfait avait Ã©tÃ© dÃ©jÃ arrÃªtÃ©.Les proches des victimes ne dÃ©colÃ¨rent pas continuaient, lundi encore, Ã manifester leur mÃ©contentement autour de la prison oÃ¹ est dÃ©tenu le prÃ©sumÃ© criminel, rÃ©clamant sa pendaison sur la voie publique pour venger le forfait et dÃ©courager ce genre d'acte ignoble.Le gÃ©nÃ©ral Bunyoni a tentÃ© de calmer la situation en promettant une enquÃªte rapide et un chÃ¢timent, dans les limites de la loi, contre l'auteur du crime.Les premiers Ã©lÃ©ments d'enquÃªte ont mis en cause le demi-frÃ¨re de l'homme qui voulait convoler en justes noces.Un conflit foncier entre les deux frÃ¨res ennemis serait, par ailleurs, le principal mobile du crime.Le ministre Bunyoni a saisi la mÃªme occasion pour annoncer le dÃ©sarmement Ã grande Ã©chelle des civils qui en viennent souvent aux mains pour rÃ©gler des comptes de tous ordres.Le gouvernement compte, notamment, renforcer les capacitÃ©s opÃ©rationnelles d'une commission nationale en charge du dÃ©sarmement de la population et de lutte contre la prolifÃ©ration des armes lÃ©gÃ¨res et de petit calibre qui bÃ©nÃ©ficie dÃ©jÃ d'un budget de 300 millions de Francs burundais (prÃ¨s de 300.000 dollars US), d'aprÃ¨s toujours le ministre Bunyoni.La commission a Ã©tÃ© installÃ©e officiellement en 2006 mais, selon plusieurs sources sÃ©curitaires nationales et internationales, seulement 5.000 armes ont Ã©tÃ© Ã ce jour rÃ©cupÃ©rÃ©es dans un pays oÃ¹ les engins de mort aux mains des civils restent considÃ©rables.Une rÃ©cente enquÃªte conjointe de la principale ligue nationale de dÃ©fense des droits de l'Homme, "Iteka" et l'organisation suisse "Smalls Arms Survey", faisaient Ã©tat d'au moins 100.000 mÃ©nages en dÃ©tention illÃ©gale d'armes Ã feu et qui ont profitÃ© de la dÃ©cennie Ã©coulÃ©e de guerre civile pour s'Ã©quiper.Le dernier rapport annuel de la ligue "Iteka" sur la situation des droits de l'Homme en 2007 fait, en outre, Ã©tat d'un nombre total de 641 victimes d'assassinats et meurtres par diffÃ©rents types d'armes, ainsi que 470 autres personnes griÃ¨vement blessÃ©es dans ces divers actes de barbarie avÃ©rÃ©e.Parmi ces victimes, 169 auraient Ã©tÃ© tuÃ©es Ã l'arme blanche, 98 Ã la grenade, 259 au fusil, 2 par bombe, 24 par empoisonnement et 89 autres par des armes non-identifiÃ©es.Le processus de dÃ©sarmement devrait s'inspirer des expÃ©riences menÃ©es ailleurs et aller de paire avec une politique de conception de projets de dÃ©veloppement qui occuperaient toutes les personnes se servant des armes comme source de revenus, estime le rapport de la ligue "Iteka".